

rie. L'U. R. S. S., d'autre part, glissa dans le camp des compétitions impérialistes, les P. C. dégénérent, les défaites ouvrières devinrent des fossés. Dès lors, que faire, vers où se tourner pour trouver un appui dans la lutte contre le sabre des seigneurs hongrois, le talon de fer de la dictature militaire? Le prolétaire hongrois a pu constater que si la Russie se renforçait en tant qu'Etat, elle n'était plus une arme pour la lutte, et il put voir, dans tous les pays environnants, les ouvriers écrasés aussi impitoyablement qu'il l'avait été lui-même, pendant que l'U. R. S. S. renforçait ses accords diplomatiques, allait de succès en succès sur le terrain international. Par conséquent, plus d'espoir pour lui qui paye non seulement l'existence du capitalisme hongrois, mais aussi l'intérêt des capitaux empruntés en Italie et ailleurs. Et les mineurs du puits de Pecs ont traduit ce désespoir sans nom par des faits. Puisque prisonniers du capitalisme et ne possédant aucune possibilité de lutte révolutionnaire, ils ne pouvaient qu'envisager l'emploi du moyen qui reste au prisonnier dans sa prison : la grève de la faim, c'est-à-dire l'alternative de la mort qui prive l'ennemi de sa proie ou une amélioration de l'existence. En somme, le prolétariat mondial dans son ensemble est aujourd'hui à la merci du capitalisme. Mais à la différence des ouvriers mineurs de Hongrie, il n'a plus la force — corrompu et désagrégé par centristes et socialistes — d'opposer une résistance égale à celle de ces mineurs qui vivent sous la terreur depuis l'écrasement de la Commune hongroise.

Que ceux qui ont la bouche pleine de MOTS révolutionnaires, qui voient encore en la Russie un point d'appui pour la lutte du prolétariat, comprennent bien l'appel des mineurs du puits de Pecs : c'est parce que ceux-ci se sentent isolés, abandonnés qu'ils perçoivent confusément que la seule issue est leur propre destruction qui peut-être pourra redonner à toute leur classe suffisamment de compréhension pour résister par ses propres moyens au suicide où l'accule le capitalisme.

L'enseignement le plus important de cette révolte de la faim réside ici dans le fait suivant : nous sommes arrivés à une période où la compression de la révolte des forces productrices, l'acuité de la crise économique, rendraient nécessaire l'éclosion immédiate de la guerre impérialiste entraînant la destruction profonde du matériel humain que le capitalisme maintient sous sa domination dans des conditions d'exploitation atroces. Mais les conditions internationales pour la guerre n'existent pas encore immédiatement et la Hongrie, comme la plupart des pays vaincus de la dernière conflagration, subit cette contradiction, elle la subit plus encore que l'Allemagne ou l'Autriche qui hautement industrialisés ont plus de possibilités de résistance capitaliste. Cela se traduit par une misère plus noire des ouvriers et paysans hongrois qui ne pouvant trouver un exutoire dans la guerre s'orientent vers un suicide immédiat qui comme les secousses et les massacres de la guerre doit ébranler la domination du capitalisme et permettre un renouveau de la bataille insurrectionnelle.

Que le geste des mineurs de Pecs se soit déroulé dans l'indifférence générale des ouvriers du monde entier, témoigne seulement de l'état où se trouvent ces derniers. En tout cas, il faudra s'attendre à d'autres gestes analogues qui ne peuvent prendre une signification positive que s'ils se rencontrent avec une conscience de classe, une fraction de gauche, qui montre le chemin pour la libération sociale des prolétaires. Autrement, ils seront inévitablement écrasés par le cours menant à la guerre impérialiste. Que la grève de la faim des mineurs hongrois serve donc de sirène aux ouvriers des autres pays afin qu'ils se donnent les organismes indispensables pour échapper au massacre total, à leur propre anéantissement.

## Le capitalisme français marque un nouveau point

La position générale qui est admise, au sujet du tournant du centrisme vers le front unique, l'unité syndicale et l'unité organique avec les socialistes, s'inspire de la considération suivante : cette culbute résulte des nécessités politiques et diplomatiques de l'Etat russe. Ce dernier ayant opéré un changement dans sa politique, et se rapprochant toujours plus de l'impérialisme français, le P. C. F. s'orienterait, par ricochet, vers une modification substantielle de sa politique au terme de laquelle le prolétariat français aurait pour devoir de prendre les armes pour la défense de l'impérialisme qui se trouverait aux côtés des Soviets dans la prochaine guerre.

Remarquons, tout d'abord, que les principaux partisans de cette position arborent comme programme que le prolétariat devrait adopter, celui de la défense des « libertés démocratiques ». Or, le point essentiel où s'est manifesté le changement de la politique centriste est précisément fourni par les mots d'ordre démocratiques, qui furent l'objet d'affirmations du plus plat loyalisme, afin d'arriver ostensiblement à un accord avec le parti socialiste. S'il était vrai que la culbute centriste soit fonction des intérêts de l'Etat russe, il serait incompréhensible que le gouvernement d'Union Nationale sous le signe duquel s'est scellé l'alliance avec la Russie soit en même temps le point de ralliement de la lutte contre ces libertés démocratiques qui servent actuellement de lieu de concentration pour l'action du parti communiste.

Il est évidemment certain que les défenseurs de la conception qui veut que le tournant centriste soit déterminé mécaniquement par la politique soviétique devraient — puisqu'ils admettent la nécessité de la défense de la Russie Soviétique même au cas où cette dernière serait l'alliée d'un impérialisme — appuyer ce tournant qui permettrait de relier la défense des libertés démocratiques du prolétariat français avec les intérêts de l'Union Soviétique. A ce sujet, les propositions politiques de Trotzky en 1931,

pour un plan de lutte contre le chômage, obligeant les gouvernements bourgeois à nouer de puissantes relations avec l'U. R. S. S., devraient conduire à un accord total de principe des « bolchéviks-léninistes » avec la politique centriste. Comme nous l'examinerons plus loin, il est fort probable que la communauté de positions de ces premiers avec le centrisme — envers l'Etat Soviétique et de la prochaine guerre — est, au fond, la raison de la dissolution des bolchéviks-léninistes au sein des partis socialistes.

Les derniers événements ont vu marcher de pair l'attaque du gouvernement français contre le prolétariat, les appels de Doumergue aux « concitoyens » pour la lutte contre le « Front Commun » et la politique d'appui de ce même gouvernement à l'entrée de l'U. R. S. S. dans la Société des Nations, sur la base d'un renforcement de l'alliance entre les deux Etats. La progression de l'attaque gouvernementale contre le prolétariat ne trouble en rien l'évolution des relations de l'impérialisme français et de l'Union Soviétique. D'ailleurs, aucun des participants au « Front Commun » n'espérera une atténuation des attaques du gouvernement d'Union Nationale, en conséquence des relations entre les deux Etats. Socialistes et centristes appuient la politique russe parce qu'elle est une **politique de paix**. Le terme général de « politique de paix » prend la signification réelle dans les déclarations sans équivoques des organes responsables soviétiques : l'impérialisme français est « pacifique » parce qu'il maintient son hégémonie impérialiste et, dès lors, la Russie Soviétique s'accroche à des garanties concrètes de tranquillité internationale qui s'appuient sur la domination des plus forts.

Les antagonismes sur lesquels se base le régime capitaliste donnent lieu à deux espèces de mouvements qui diffèrent fondamentalement. Tout d'abord, à des contrastes de classe opposant bourgeoisie et prolétariat ; dans le cadre de cette op-